

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 29/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METROPOLE AMP ISDND ARBOIS

TERRITOIRE PAYS D'AIX
CS 40686
13626 Aix-en-Provence

Références : D-1181-AIX-2024
SPR/1062/2024

Code AIOT : 0006401122 (Référence à rappeler dans toute correspondance)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2024 dans l'établissement METROPOLE AMP ISDND ARBOIS implanté TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE AMP ISDND ARBOIS
- TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence
- Code AIOT : 0006401122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchet non dangereux limitée à 160 000 tonnes/an pour l'année 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Vérification installation électrique	Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Moyens disponibles	Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.5.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Sans objet
4	Gardiennage	Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.2.2	Sans objet
6	Obligation légale de Débroussaillage (OLD)	Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.5.2	Sans objet
7	Recouvrement des déchets formation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII et IX	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit être rigoureux dans le suivi des écarts relevés dans les rapports de contrôles périodiques des installations électriques de toutes les zones d'exploitation de l'ISDND. Il est donc demandé à l'exploitant sous 1 mois de résorber les déficiences relevées et justifier de la levée des réserves émises par l'organisme de contrôle.

Concernant les moyens incendie, l'exploitant s'est engagé à mettre en place un dispositif de détection des départs d'incendies (caméra thermique) d'ici juillet 2024 et à mettre en conformité le poteau incendie situé à proximité de la plate-forme de valorisation du biogaz afin de disposer du débit réglementaire. Des justificatifs sont attendus de la part de l'exploitant sous 1 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance zone en exploitation et autres
Prescription contrôlée : VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé. Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité. Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.
Constats : L'exploitant a prévu d'installer une caméra thermique panoramique à dôme qui balayera la zone en exploitation. Cette caméra sera fonctionnelle le jour, la nuit et le week-end. La température de surveillance et d'alerte sera modulée en fonction de la présence des engins sur la zone d'exploitation, afin d'éviter des alertes dues à la chaleur des engins en fonctionnement. Le dispositif d'alerte d'anomalie de température, déclenche une alarme sur les téléphones portables, lorsque cette dernière dépasse la limite définie par l'utilisateur. Cette fonctionnalité améliore efficacement la capacité de pré-alerte, en permettant une intervention proactive du service d'astreinte de l'exploitation. Un service de gardiennage à distance vérifie en permanence le bon fonctionnement de la caméra par la transmission et la réception des images de la caméra. On constate la présence en permanence d'un gardien sur l'installation. Celui-ci réalise des rondes régulières de surveillance, notamment à proximité de la zone en exploitation deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel. L'installation et l'exploitation de cette caméra sont prévus pour fin juillet 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier auprès de l'Inspection de l'installation et de l'exploitation du dispositif de détection des départs d'incendies.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Vérification installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Registre sécurité
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives réalisées.
Constats : - Concernant l'ISDND, un contrôle des installations électriques a été réalisé par le bureau d'études BUREAU VERITAS le 14/09/2023. La vérification des installations électriques a été réalisée conformément au chapitre 2 du référentiel APSAD D18. L'organisme conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Le 28/11/2023, l'exploitant a mandaté la société SNEF pour remettre en conformité l'installation électrique par rapport aux écarts relevés par BUREAU VERITAS. - Concernant la plate-forme de valorisation du biogaz, un contrôle des installations électriques a été réalisé par l'APAVE LE 23/08/2023.. On constate une observation récurrente depuis le dernier contrôle périodique . Cet écart a fait l'objet d'une mise en conformité le 20/12/2023 par l'installation d'un différentiel 300 Ma en tête d'armoire. - Concernant les installations de traitement des lixiviats, un contrôle des installations électriques a été réalisé par DEKRA LE 11/04/2024 . Deux non -conformités ont été relevées. L'exploitant a mis en place plusieurs tableaux excel (un pour chaque partie de l'installation) afin de suivre les suites données aux réserves et observations notifiées dans les rapports des contrôles périodiques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de la conformité électrique pour ses installations « ISDND » et « traitement des lixiviats » suite aux réserves relevées par l'organisme de contrôle lors du dernier contrôle périodique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ; - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies. <p>II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection son plan de défense incendie comportant l'ensemble des éléments notifiés dans l'article 33 bis de l'arrêté ministériel du 15/02/2016</p> <p>Une version de ce plan a aussi été transmise au SDIS 13.</p> <p>L'exploitant s'engage à informer le SDIS 13 des mises à jour de son plan de défense incendie au fil du temps.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gardiennage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du site
Prescription contrôlée : En dehors des heures ouvrables, le gardiennage est assuré par des préposés dûment habilités. En fonction des prescriptions de l'exploitant, ils font des rondes de surveillance garantissant la sécurité des installations. Tout événement anormal, incident ou accident fait l'objet d'un compte rendu écrit, archivé pendant 5 ans et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. En périodes chaudes, sèches ou venteuses, leur mission est plus particulièrement orientée vers les risques d'incendie. A cet effet, ils ont en charge la surveillance des lieux d'exploitation en cours : alvéoles, postes de tri, stockages. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer. Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.
Constats : Le gardien entreprend des rondes, dans l'enceinte du site, comportant des points de passage nécessitant le pointage du gardien, afin d'être certain qu'il réalise la tournée complètement, et cela toute l'année. Sept (7) points de passage sont balisés sur le site avec enregistrement des temps de passage. Le gardien réside sur place toute l'année. L'été les rondes de surveillance sont renforcées, soit 4 rondes par nuit l'été. Le téléphone portable permet d'émettre dans tous les recoins de l'installation, afin de lancer l'alerte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens disponibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après qui pourront être complétés en tant que de besoin sur demande des services de secours. Ils doivent être maintenus en bon état et vérifiés au minimum annuellement. L'exploitant dispose pour l'ensemble du site de : <ul style="list-style-type: none">- 2 poteaux incendie alimentés par une canalisation de la Société du Canal de Provence de diamètre 110 mm et permettant un débit de 60 m³/h ;- 2 citernes de 10 m³, munies de moto pompes, équipées d'une lance tuyau (de 100 m minimum de longueur et pour chaque citerne) et positionnées pour permettre l'attaque d'un commencement d'incendie en tout point du casier en exploitation ;- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement notamment à proximité des dépôts de matières combustibles, des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets (1 extincteur à poudre de 6 kg sur chaque engin d'exploitation ; au minimum 2 extincteurs de 50 kg sur roues, situé dans le poste de contrôle, ...) et de l'installation de valorisation de biogaz. Sur l'installation de combustion du biogaz, 1 extincteur de classe 55 B au moins par appareil de combustion avec un minimum exigible de deux. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles

avec les produits manipulés ou stockés ; - une réserve de 3000 m ³ de matériaux meubles, inertes et de granulométrie « fermée », prête à être utilisée pour couvrir un début d'incendie, est disposée à proximité de l'alvéole de stockage en cours d'exploitation. La réserve de matériaux est uniquement affectée à la lutte contre l'incendie et n'est pas confondue avec celle nécessaire à la couverture journalière des déchets.
Constats : Les débits des poteaux incendie ont été contrôlés le 31 août 2023 par la société Eurofeu. Les trois poteaux d'incendie situés respectivement, un à l'entrée du site, un autre à l'entrée secondaire du côté de la plate-forme de transit des inertes, et le troisième à proximité de l'ancienne plate-forme de compostage, présentent tous des débits d'eau disponibles supérieures à 60 m ³ /h. Dans le cadre de la construction du casier B4, un nouveau poteau a été installé à proximité de la plate-forme de valorisation du biogaz. A ce jour, le débit disponible est inférieur à 60 m ³ /h. Les deux motos pompes sont testées chaque semaine durant l'année et chaque jour en période estivale. Ce contrôle fait l'objet d'une traçabilité, par sa notification sur une check liste de contrôle. Le stockage des matériaux affectés à la lutte contre l'incendie est présent à proximité du casier en exploitation ainsi qu'une moto pompe associée à la ressource en eau disponible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en œuvre un plan d'action pour que le nouveau poteau incendie présente un débit disponible supérieur à 60 m ³ /h.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Obligation légale de Débroussaillage (OLD)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation des OLD
Prescription contrôlée : (...) <p>e) une zone de cinquante mètres (50m), comptée en distance horizontale est tenue débroussaillée aux abords extérieurs de la clôture du site en accord avec les propriétaires concernés et les différentes prescriptions réglementaires applicables en la matière.</p> <p>f) l'exploitant réalise un débroussaillage régulier des zones à l'intérieur de la clôture, en prolongement du casier en cours d'exploitation, et autour de l'unité de valorisation du biogaz.</p>
Constats : La société Edaca a terminé le débroussaillage de la bande de 50 mètres à l'extérieur du site. A l'intérieur du site, 80 % du débroussaillage est réalisé au 17/06/2024. Le reste des surfaces à débroussailler devrait être terminé au plus tard pour fin juin 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Recouvrement des déchets formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII et IX
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité incendie casier et exercice
Prescription contrôlée : VIII. - Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre. IX. - Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.
Constats : Cinq personnes sont formées à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre, soit 2 conducteurs par équipe + 1 en journée. Par ailleurs, le personnel d'exploitation est formé annuellement en tant qu'équipier de première intervention afin d'acquérir les compétences nécessaires pour intervenir en cas d'incendie avec les moyens de première intervention mis en place par l'employeur. Chaque année, l'exploitant organise un exercice incendie. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu. Le dernier exercice a été réalisé le 23 mai 2024.
Type de suites proposées : Sans suite